



CAPD du 3 mai 2018
Déclaration liminaire du SE-Unsa

Madame l'inspectrice d'Académie,
Mesdames et Messieurs, membres de la CAPD

Nous siégeons aujourd'hui pour prendre des décisions cruciales quant à l'avenir, proche ou plus lointain de nombreux enseignants. C'est évidemment le lot de chaque CAPD, tant que le paritarisme régira la vie de notre administration.

Le mouvement, ses priorités et bonifications sont bien entendu des attentes fortes de nos collègues et le SE Unsa 77 pointe des injustices dans leurs règles, en regrettant que ses propositions n'aient pas été étudiées, mais les autres points à l'ordre du jour témoignent également de l'imbrication forte qui existe entre vie personnelle et professionnelle.

Or les motifs, d'interrogation, d'inquiétude et d'insatisfaction sont nombreux.

- Toujours aussi peu de possibilités de postes adaptés pour des collègues qui, quelles qu'en soient les raisons, ne peuvent se tenir face à une classe. Notre propos n'est pas de blâmer vos services, que nous remercions au passage pour leur compétence, leur efficacité et leur disponibilité et qui font toujours de leur mieux pour gérer les pénuries, mais force est de constater que, tant en qualité qu'en quantité, le compte n'y est pas.
- Nous pointions dès l'an passé une inquiétude sur l'avenir des SEGPA, un seul candidat s'est fait connaître pour partir en stage DDEAS...
- La reconversion concerne toujours autant de personnels mais les places sont toujours aussi chères même s'il est vrai que la situation et le nombre de demandes satisfaites se sont améliorées.

Enfin, impossible de terminer cette déclaration sans se faire l'écho du mécontentement de plus en plus en fort de nos collègues. Les résultats du mouvement et la confusion concernant les vœux ultra-marins les ont déçus, les menaces sur la fonction publique les ont inquiétés et les attaques sur leurs compétences et leur engagement les ont humiliés. Le mot n'est pas trop fort.

Vous regrettiez, Madame l'Inspectrice d'Académie, que dans notre déclaration de rentrée nous nous livrions selon vous à des attaques personnelles. Ce n'était pas notre but, ce

n'était pas mon sujet et je regrette que vous ayez pu penser que le SE Unsa utilise ces méthodes faciles pour briller à peu de frais.

Toutefois notre patience et notre endurance ont des limites. Nous avons bien compris que l'école de la bienveillance, ce n'était pas pour les collègues. Nous notons désormais que l'école de la confiance non plus. Alors entendez-nous bien, le SE Unsa ne s'attaque pas ad-hominem à notre ministre. Nous nous faisons ici le porte-parole des très nombreux collègues que ses mots, les sous-entendus qui les accompagnent et sa stratégie de communication ont heurtés.

En commençant par la forme, il n'est pas acceptable de faire de telles annonces par voix de presse, avant d'en informer les enseignants dont la majorité est par ailleurs en congé. Il n'est pas concevable de remettre en cause l'implication et la compétence des professionnels de l'éducation et de les désigner à la vindicte populaire. Imagine-t-on un ministre de la santé accuser les médecins d'être à l'origine d'une épidémie et de préconiser l'utilisation d'un stéthoscope ou d'un tensiomètre ?

Sur le fond, les solutions préconisées sont pour la plupart déjà mises en œuvre dans les classes, elles ne révolutionnent rien, et pire, certaines sont à côté de la plaque et pourraient passer pour des diversions, comme lorsqu'on veut rallumer le débat syllabique-globale qui n'a plus lieu d'être et qui ne règle pas le problème en lecture que rencontre les élèves français selon les tests internationaux, à savoir la compréhension. Enfin si toutes ces pistes sont le remède miracle à l'échec scolaire, n'est-ce pas faire injure aux enseignants de penser qu'ils ne les appliquent pas ? N'est-ce pas plutôt une volonté de masquer toutes les autres causes sur lesquelles il faudrait agir à une échelle dépassant celle du ministère ?

Alors oui, il n'y a pas que des poncifs dans ces recommandations mais il y en a... et la ficelle du communicant est trop grosse pour que nous ne la voyions pas. Faire un amalgame entre liberté et anarchie, supprimer des portables qui l'étaient déjà, installer des uniformes qui n'ont jamais été en vigueur, interner les élèves pour qu'on leur inculque les valeurs civiques dans un service militaire au rabais, ce qui prouve au passage qu'aucun membre du gouvernement ne l'a fait... Autant de mesures, d'effets d'annonce, qui fleurent bon le passéisme, la démagogie et la coercition... C'est à la mode mais ça ne résoudra pas les problèmes de nos élèves, ni ceux de notre société.

Nous le répétons, quittes à être vertement tancés, apporter des réponses simplistes à des problèmes complexes c'est la définition du populisme et nous, enseignants, professionnels dévoués et impliqués, sommes en droit d'attendre mieux de la part d'un fin connaisseur de l'Education Nationale.